

Ascension et chute de la réforme éducative mexicaine : 2013-2019

Rise and fall of the Mexican educational reform: 2013-2019

Carlos Ornelas

Traducteur : Philippe Rabaté



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/7322>

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Référence électronique

Carlos Ornelas, « Ascension et chute de la réforme éducative mexicaine : 2013-2019 », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], Colloque 2019 : Conditions de réussite des réformes en éducation, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 11 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/7322>

Ce document a été généré automatiquement le 11 juin 2019.

© Tous droits réservés

Ascension et chute de la réforme éducative mexicaine : 2013-2019

Rise and fall of the Mexican educational reform: 2013-2019

Carlos Ornelas

Traduction : Philippe Rabaté

- 1 Dans son discours inaugural, le 1^{er} décembre 2012, le président Enrique Peña Nieto a annoncé une réforme éducative. Il a soumis au Congrès des modifications de la Constitution et de la Loi générale d'éducation :

Il y aura des règles claires et précises pour que quiconque aspire à devenir, demeurer ou progresser comme maître, directeur ou superviseur, puisse le faire en fonction de son travail et de ses mérites.
- 2 Il faisait référence aux défauts du système éducatif mexicain, dans lequel les enseignants partant à la retraite pouvaient transmettre ou vendre leur poste au plus offrant. Le Président a ainsi envoyé un projet d'amendement de l'article 3 de la Constitution le 11 décembre 2012. Cette réforme a suscité un enchaînement d'actions incluant la création de nouvelles lois : celle entraînant la naissance de l'Institut national pour l'évaluation de l'éducation (INEE) et la loi générale du service professionnel pour les enseignants (*Servicio Profesional Docente* : SPD).
- 3 Le SPD a impliqué des changements profonds dans la formation des maîtres mais sa mise en route a été ralentie par l'opposition des dirigeants du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), une organisation globale qui regroupe différents groupes d'enseignants maîtres dissidents qui s'opposent au gouvernement et au syndicat majoritaire.
- 4 Le 12 décembre 2018, le nouveau président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, a fait parvenir au Congrès un projet visant à modifier cette réforme. Dans son message, il expliquait qu'il s'acquittait ainsi de dettes qu'il avait contractées à l'égard des enseignants qui s'étaient senti offensés par la réforme éducative, et il concluait : « Promesse tenue, maîtres et maîtresses du Mexique ».

- 5 En plus de la réforme exposée par le président López Obrador, une alliance de partis d'opposition a présenté, le 6 février 2019, un autre projet de réforme de la Constitution, qui prévoit le maintien de l'autonomie de l'INEE, rebaptisé pour l'occasion, et un nouvel organe de gouvernement pour le SPD, comme le mérite pour l'entrée dans la carrière de maître ou la promotion à des postes de direction.

Le but recherché : la carrière des enseignants

- 6 La réforme de 2013 concernait principalement les enseignants et exigeait d'eux du professionnalisme. Elle s'attaquait à la tradition corporatiste en introduisant des évaluations pour l'entrée dans la carrière des enseignants, la promotion à des postes de direction, la reconnaissance (salaire au mérite et encouragements moraux) et l'incitation à l'engagement. La réforme a introduit des concepts étrangers à la tradition mexicaine : l'évaluation des enseignants et le dépassement professionnel.
- 7 Ce changement de conception a été un coup porté à la tradition de l'héritage, de la rente et de l'achat-vente de postes d'enseignants. Le texte de loi valorisait le mérite et non la relation client-patron, qui avait dominé pendant des décennies le parcours professionnel des enseignants. Il stipulait également que l'État prévoirait que les maîtres puissent avoir des possibilités de formation continue, d'actualisation de leur savoir et de développement culturel.
- 8 En mars 2017, le secrétariat à l'éducation publique (SEP) a publié le *Modèle éducatif pour l'éducation obligatoire : éduquer à la liberté et à la créativité* qui présente les attributs souhaités pour les maîtres (SEP, 2007). Ce *Modèle* synthétise la perspective qu'implique un tel changement : « le SPD contribue à « faire de l'enseignement une profession respectée et un choix de carrière plus attractif », afin de sélectionner les meilleurs enseignants ».
- 9 Le *Modèle* identifie la qualité cognitive comme un exercice autonome, sujet aux exigences en matière d'éthique des collègues professionnels. Dans le *Modèle*, le SEP a tenté de soulager la tâche lourde de l'évaluation et proposé un discours édifiant pour les maîtres, décrivant les types d'appui auxquels ils ont droit et ratifiant le fait que les écoles normales continueront à être les institutions qui assurent principalement – mais non plus exclusivement – la formation des enseignants.
- 10 La réforme éducative a développé un plan d'actions qui a semblé synonyme de succès lors de son lancement. Elle a mis à jour des traditions corporatistes qui, au fil du temps, avaient débouché sur des vices « condamnables à tous égards ». Elle a modifié les règles du jeu entre le gouvernement fédéral et les États, en centralisant le paiement des salaires, en éliminant les emplois fantômes et ceux des personnes décédées (voir le tableau 1).
- 11 Néanmoins, le gouvernement n'a pas pu concilier les changements projetés avec des instruments politiques susceptibles de convaincre les maîtres que l'offre de professionnalisation était synonyme d'élévation et de dignité pour la carrière enseignante. Le mérite n'a pas sa place dans la tradition des maîtres mexicains.
- 12 Cependant, le projet du président López Obrador ne suscite pas un changement radical mais en revanche un retour vers un passé où les groupes corporatistes partageaient le pouvoir avec la bureaucratie. Dans le nouveau texte, le SPD se transforme en un « Service de la carrière professionnelle des maîtres » qui relève du SEP. La proposition des partis d'opposition permet d'éviter le retour de la coutume héréditaire et ne s'oppose pas au

changement du SPD, qu'il propose d'appeler « Service du développement professionnel des enseignants ».

- 13 Dans ces deux initiatives bien distinctes, l'INEE se transforme. Dans celle du président López Obrador, il est intégré dans la SEP et se retrouve privé d'autonomie. Dans celle des partis d'opposition, il devient le « Centre national pour l'amélioration continue de l'éducation » et son autonomie est préservée.

Leçons

- 14 L'essence de la réforme de 2013 n'a pas totalement disparu. La première leçon que l'on peut dégager de cette expérience est que le changement de loi est insuffisant pour consolider une réforme très ambitieuse.
- 15 La réforme a été prisonnière du « temps mexicain », que l'on mesure en période de six ans¹. Une réforme nécessite du temps pour mûrir, pénétrer jusqu'au cœur du système éducatif et conquérir la volonté des enseignants.
- 16 Le président Peña Nieto a ainsi connu l'échec. En ne sachant pas comment combattre la CNTE, il a commencé à négocier la loi et n'a pas respecté ce pour quoi il avait été mandaté. La leçon que l'on peut en tirer est claire : il faut s'en tenir à l'État de droit, respecter et faire respecter la loi.
- 17 Enfin, aucune réforme ne peut réussir de succès si l'on ne travaille pas conjointement avec les enseignants. Le SPD incarne en effet un certain degré de contrainte – justifié par les conditions existantes – qui a suscité incertitude et craintes.

BIBLIOGRAPHIE

GUEVARA NUEBLA G. (2016) : *Poder para el maestro, poder para la escuela*, México : Cal y Arena.

ORNELAS C. (2010) : *Política, poder y pupitres*, México : Siglo XXI Ediciones (2^e édition).

ORNELAS C. (2018) : *La contienda por la educación : globalización, neocorporativismo y democracia*, México : Fondo de Cultura Económica.

PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA (2013) : *Pacto por México*, Mexico : Presidencia de la República.

SEP (2017) : *Modelo educativo para la educación obligatoria : educar para la libertad y la creatividad*, México : Secretaría de Educación Pública.

ANNEXES

Annexe 1. Répartition du personnel de chaque centre de travail en fonction de sa déclaration de statut

Statut de l'enseignant dans son centre de travail	En chiffres absolus	Pourcentage
Total	2,247,279	100,0
Travaille dans son centre de travail	1,949,105	86,7
Recensés	1,814,483	93,1
Avec identification	1,723,092	95,0
Sans identification	91,391	5,0
Absent	98,576	5,1
A refusé de répondre à l'enquête	36,046	1,8
Ne travaille pas dans son centre de travail	298,174	13,3
Travaille dans un autre centre	113,259	38,0
Sur dérogation ou commission	30,695	10,3
En arrêt (démission, retraite, pension ou disparition)	114,998	38,5
En arrêt car inconnu (remplaçants)	39,222	13,2

Source : Institut national de statistiques et géographie (2013) : Recensement des écoles, maîtres en enseignement fondamental et spécial.

NOTES

1. Au Mexique, la durée d'un mandat présidentiel est de six ans. (NdT)

RÉSUMÉS

Dans son discours inaugural du 1^{er} décembre 2012, le président Enrique Peña Nieto a annoncé une réforme de l'éducation. Il a proposé au Congrès des modifications à la Constitution et à la Loi générale sur l'éducation. Il a évoqué l'immoralité du système éducatif mexicain, dans lequel les enseignants à la retraite pouvaient hériter de leurs emplois ou vendre leur travail au plus offrant. La réforme a entraîné une chaîne d'actions incluant la création de nouvelles lois. La Loi générale sur le service d'enseignement professionnel impliquait de profonds changements dans la conception de la profession d'enseignant, mais l'opposition des factions du Syndicat national des travailleurs de l'éducation a compliqué sa mise en œuvre. Le 12 décembre 2018, le nouveau

président, Andrés Manuel López Obrador, a présenté au Congrès une initiative visant à réformer la réforme. En outre, le 6 février 2019, une alliance de partis d'opposition a présenté une autre initiative visant à réformer la Constitution. Les modifications n'ont pas encore été approuvées.

In his inaugural address, on December 1, 2012, President Enrique Peña Nieto announced an educational reform. He proposed to the Congress modifications to the Constitution and the General Law of Education. He referred to the immorality of the Mexican educational system where teachers who retired could inherit or sell their job to the highest bidder. The reform incited a chain of actions that included the creation of new laws. The General Law of the Professional Teaching Service implied profound changes in the design of the teaching profession, but the opposition of the factions of the National Union of Workers of Education complicated its implementation. On December 12, 2018, the new president, Andrés Manuel López Obrador, sent an initiative to Congress to reform the reform. In addition, on February 6, 2019, an alliance of opposition parties presented another initiative to reform the Constitution. The changes have not been approved yet.

INDEX

Palabras claves : docente, sistema educativo, reforma

Keywords : teachers, educational system, reform

Index géographique : Mexique

Mots-clés : enseignant, système éducatif, réforme

AUTEURS

CARLOS ORNELAS

Universidad Autónoma Metropolitana Xochimilco, México

Professeur d'éducation et de communication à l'Université métropolitaine autonome de Xochimilco (Mexique), il est docteur en éducation de l'Université de Stanford (1980). Le Fonds de la culture économique vient de publier son dernier ouvrage, *La contienda por la educación : globalización, neocorporativismo y democracia* [Le concours pour l'éducation : mondialisation, néo-corporatisme et démocratie]. Auteur de très nombreux ouvrages et articles de recherche, il a été professeur invité par les universités de Harvard, Columbia, Hiroshima et l'Université Iberoamericana, ainsi que par le Centre de recherche et d'enseignement économiques et technologique de Monterrey.